

C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. Victor Hugo

le Journal des retraité·e·s de Chaumont



CASSEROLE 1^{ER}

 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 339 - Samedi 29 Avril 2023

1^{er} Mai

SALLE DES FÊTES BROTTESS-CHAUMONT AU RENDEZ-VOUS DE LA SOLIDARITÉ

APRÈS LA MANIF UNITAIRE

10 H PLACE DE LA MAIRIE

11H30/12H : DIRECTION BROTTESS

12 H : ACCUEIL - APÉRO

13 H : PAELLA

15 H : CHANSONS AVEC ÉRIC FRASIAK

RÉSERVEZ (POUR LE SPECTACLE SEULEMENT) : 06 75 57 39 07



HARO SUR LES PAUVRES

MARIE-ROSE PATELLI, SECRÉTAIRE DU SYNDICAT

Les bénéficiaires des minima sociaux et les immigrés dans le collimateur du gouvernement

Voulant effacer rapidement la colère sociale contre sa réforme des retraites et son impopularité, Macron cherche des boucs émissaires à jeter en pâture à l'opinion publique. Il reprend donc les thèmes favoris du Rassemblement National : "fraude sociale" et "immigration illégale". Le Maire assure : « Nos compatriotes en ont ras-le-bol de voir des personnes bénéficier d'aides et les renvoyer au Maghreb ». Et Gabriel Attal : « Des Français disent, vous nous demandez de travailler un peu plus longtemps pour payer les retraites, mais si tout le monde travaillait, ça réglerait le problème ».

SUITE PAGE 2

CHAUMONT : CLOS DORMOY : VENT DE COLÈRE SUR LE PROJET MISTRAL PAGE 3

LA RETRAITE C'EST TOUJOURS NON ! PAGE 2

FN OU RN, TOUJOURS LA HAINE PAGE 3

SCHIAPPA ET SES ASSOCIATIONS-BIDONS PAGE 4

FIN DES TICKETS DE CAISSE PAGE 4



Pour le 1er Mai, nous accueillerons nos ami·es de la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et de l'association Palestine Libre Haute Marne.

NOS INVITÉS



STOP À L'OPÉRATION WUAMBUSHU* À MAYOTTE CHASSE À L'HOMME ET PERMIS DE TUER

Une vaste opération d'expulsions, d'arrestations et de destruction de logements se déroule dans l'archipel de Mayotte, situé dans l'océan indien, en dehors de tout respect des lois.

Menée par 500 gendarmes et 750 policiers ajoutés aux 600 déjà sur place. Aux commandes, un commissaire mis en examen dans l'affaire Benalla, récompensé par une mutation à Mayotte.

Ce qui se passe là-bas est un test grandeur nature des formes de maintien de l'ordre que l'on pourrait bientôt généraliser dans nos villes. On nous prépare, en métropole, à des opérations dans les quartiers populaires contre les sans-papiers, les migrants, l'ensemble des exploités et des opprimés.

Le vice-président du Conseil départemental de Mayotte a déclaré que l'assassinat de jeunes migrants est envisageable dans le cadre de cette opération. Une chasse à l'homme avec permis de tuer ! La justice vient d'ordonner de "cesser toute opération d'évacuation et de démolition des habitats visés dans le périmètre de l'arrêté".

Un premier camouflet infligé à Darmanin qui instrumentalise partout la brutalité, le rejet de l'autre, la haine, la violence. Stop à l'opération de la honte sur l'île comorienne de Mayotte !

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

*Wuambushu signifie « reprise » en Mahorais.

HARO SUR LES PAUVRES (SUITE DE LA PAGE 1)

Diviser pour mieux régner, en particulier pendant la forte contestation sociale, tel est le nouveau credo du gouvernement. Il s'agit de dénigrer les plus précaires : les chômeurs qui ne chercheraient pas de boulot, les allocataires des minima sociaux, les immigrés qui vivent « aux crochets » de la société, les bénéficiaires du RSA qui vivent "grassement" avec 607 € et vont devoir travailler 20h par semaine. Un trop perçu de la CAF, de Pôle emploi et on entend hurler à la fraude ! Pourtant, 34% des foyers qui sont éligibles au RSA ne le demandent pas.

La Défenseure des droits, Claire Hédon, déclare qu'un tiers des plus de 18 ans abandonnent certains de leurs droits ((APL, allocations familiales, pension de réversion, retraite, chômage), faute de pouvoir utiliser l'informatique. Tous les discours dénonçant une fraude aux prestations sociales servent à nous diviser et occulter le vrai scandale des patrons voyous, du travail dissimulé, de l'exploitation des sans-papiers, des multinationales qui ne payent pas d'impôt sur les sociétés et des rémunérations exorbitantes de leurs actionnaires. Plutôt que de stigmatiser ceux qui ne peuvent plus boucler les fins de mois, c'est à la fraude fiscale des riches qu'il faut s'attaquer.

La Cour des comptes et Solidaires Finances publiques révèlent dans le journal Alternatives économiques que ce sont les riches qui fraudent le plus. La totalité de la fraude sociale s'élève à moins d'un milliard d'euros. La fraude fiscale des riches, c'est entre 80 et 100 milliards cachés dans des paradis fiscaux, ajoutés à la fraude aux cotisations sociales des employeurs, entre 6,8 et 8,4 milliards d'euros et les "exonérations" aux entreprises de 74,9 milliards en 2022. Largement de quoi payer les retraites.

MARIE-ROSE PATELLI

1er Mai

64 ANS, C'EST *toujours* NON !

Partout, déterminé·es pour un 1^{er} Mai massif, unitaire et populaire

Depuis plus de 3 mois, la mobilisation de millions de grévistes et de manifestant·es a mis en minorité le gouvernement et le président Macron. La très grande majorité de la population soutient l'action de l'intersyndicale contre le recul de l'âge de départ à la retraite pour toutes et tous.

En s'obstinant, le président de la République et son gouvernement ne prennent pas la mesure des attentes des travailleuses et des travailleurs et ne répondent pas aux enjeux industriels et de développement des services publics.

Pire, ils sont responsables de la crise sociale et environnementale qu'ils ne cessent d'aggraver. En participant massivement aux manifestations du 1er Mai, salariés, jeunes, retraités, privés d'emploi, famille, amis, voisins, collègues de travail, nous montrerons notre refus du passage en force de cette réforme qui nous impose un recul social sans précédent. Nous exprimerons notre colère en affirmant que « pour nous, 64 ANS C'EST TOUJOURS NON ! ».

L'URGENCE, C'EST D'AUGMENTER LES SALAIRES, PAS DE RECULER L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE !

Ce 1er Mai est une journée de solidarité internationale pour la paix entre les peuples. Nous manifesterons aussi pour dire notre refus des idées d'extrême droite, du racisme et pour résister à celles et ceux qui distillent le poison de la division.

Notre force c'est notre nombre ! Pour gagner dans les semaines et les mois qui viennent, nous invitons tous les salarié·es et privé·es d'emploi, jeunes ou retraité·es, à se syndiquer pour ne plus être isolé·es, pour s'organiser collectivement dans leur entreprise, leur service et leur territoire.

DÉCLARATION DE LA CGT

LE PAVÉ À RACHID



Béné volés

Est-ce l'âge ? La qualité de l'air ? Les effets nauséux du dernier doliprane pris ? Parfois on a l'impression que les mots n'ont plus aucun sens, qu'ils sont atteints de sénilité précoce et de rides partout jusque dans les voyelles. Bénévole par exemple.

Vous avez lu ? Le Comité d'organisation des JO de Paris veut recruter 45 000 bénévoles. Bénévoles ou Bénévolés ?

Des femmes et des hommes auxquelles on demandera de travailler de 8 à 10 heures par jour, six jours sur sept, sans salaire, sans frais de déplacement ou d'hébergement.

Pour faire bonne mesure, ces êtres humains auront tout de même des fiches de poste, des missions, des supérieurs hiérarchiques. Bref, il ne leur manquera, petit détail, que la fiche de paie... et le grisbi.

Je ne sais pas vous, mais en d'autres lieux ou en d'autres temps, on les dénommait serfs, ilotes, porte-bât ou esclaves...

Cette convention collective du troisième type a donné des idées aux racketteurs qui gouvernent le pays.

Il paraît, cela demande à être vérifié, que Macron, toujours à la pointe du progrès social, veut une réforme pour étendre ces dispositions aux entreprises, bureaux et administrations de France et de Navarre. Borne fourbit déjà son énième 49-3 ; les neuf cons-cons (abréviation - genre novlangue - de Conseillers constitutionnels) ont déjà préparé les arguties juridiques pour légaliser ce bénévolat newlook...

...Darmanin, dans son coin, astique les quads de la Brav-M, les LBD de la Bac et installe d'agréables caméras à reconnaissance faciale. Prêt à casser du pauvre comme à Mayotte.

RACHID R. - 25 avril 2023

“ Nous sommes dans un monde où ceux qui gagnent 100 000 euros par mois persuadent ceux qui en gagnent 1800 que c'est la faute de ceux qui en gagnent 500 si le pays va mal. Et ça marche ! ”

(Félix Lobo)

FN OU RN, TOUJOURS LA HAINE.

La Haute-Marne, il y a quelques années, c'était « La vie est ici ». Sans changement politique, c'est désormais « Respire et inspire ». Mais les slogans et les coups de com' aussi étudiés et peaufinés soient-ils, ne supplantent pas la réalité. La désindustrialisation forte du pays a été vécue en Haute-Marne à marche forcée. L'exemple le plus frappant en est la chute démographique de Saint-Dizier qui visait à une époque les 40 000 habitants et se débat aujourd'hui pour se maintenir à plus de 20 000. La liste des causes et des effets du déclin démographique est longue comme un jour sans pain. Et ce n'est pas faire preuve de pessimisme excessif que de faire ce constat.

Comme si cette situation ne se suffisait pas à elle-même, le département se déchire dans maints domaines sur les bonnes réponses qui devraient rassembler. La question de l'hôpital en est l'exemple le plus flagrant. Elle pose les questions de santé et de désert médical sur fond de conflit ouvert entre ruraux et urbains, ou entre Chaumont et Langres. Le tout dans le climat délétère d'une déliquescence démocratique accentuée, selon une formule que nous pouvons reprendre : « *Comme si la Haute-Marne pouvait se payer le luxe de cette (ces) division(s)-là* ». La colère et le ressentiment, déjà fortement exprimés au travers du mouvement des gilets jaunes, n'ont cessé de croître depuis. Ils ont, hélas, abouti à l'élection de deux députés RN avec un score calamiteux. Autant pour les vainqueurs que pour leurs adversaires de « droite » ex-hégémonique ou du « marais macronien », fût-il ministériel. Ainsi les deux élus ne rassemblent sur leur nom que 30 000 voix sur 120 000 électeurs.

De plus, l'une et l'autre sont fort peu représentatifs de la population. La très « urbaine » Robert-Dehault est, en effet, une descendante des « Maîtres de Forges » et le parachuté monsieur de Saint-Germain a, quant à lui, opté pour une permanence à proximité de Rolampont, nouvel épice de d'un centre-sud haut-marnais imaginaire. A l'image de leur parti, ils surfent à tout-va sur toute contestation. Y compris le fort mouvement social contre la réforme des retraites, pour lequel ils renvoient la solution, sans plus de garantie, à la prochaine présidentielle. En attendant, ils ne se privent pas de voter contre la hausse du Smic, des minima sociaux, et de toute mesure qui répondrait aux volontés qu'exprime la grande majorité du peuple.

G. TARDENOIS

MILLIARDS ET MILLIONS

Les gens s'imaginent souvent mal combien de fois 1 milliard est plus grand que 1 million.

1 million de secondes, c'est environ 11 jours

1 milliard de secondes, c'est environ 35 ans

FRAUDE AUX ALLOCATIONS CHÔMAGE : 58 millions d'euros (en conservant l'échelle) : 1 an et demi

FRAUDE FISCALE :

80 milliards d'euros (en conservant l'échelle) : 2975 ans....

PRENEZ CONTACT / ADHÉREZ

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL : TÉLÉPHONE :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr

Téléphone 06 79 61 00 78

RETOURNER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC - 52000 CHAUMONT



CHAUMONT

CLOS DORMOY : VENT DE COLÈRE SUR LE PROJET MISTRAL

Chaumont Habitat et la Maire de Chaumont ont pour projet de construire 6 bâtiments de 6 logements chacun, sur le seul espace vert et de détente, accessible à tous, au Clos Dormoy.

Ce projet, nommé Mistral, prévoit l'abattage d'arbres, l'amputation de 80% des espaces verts et du terrain de jeux, la bétonisation du site et la destruction de sa biodiversité. Une aberration écologique, tandis que l'on démolit à tour de bras à la Rochotte pour végétaliser. Du béton pour rafraîchir pendant les canicules d'été, du trafic supplémentaire, plus de pollution. Un projet qui n'a vraiment rien d'écologique.

Une maquette et des plans sont parus dans le dernier journal de Chaumont Habitat alors qu'aucun permis de construire n'a encore été affiché. Si un tel projet devait se faire, certains riverains ne verraient plus le jour derrière des bâtiments de 3 niveaux et 10 m de haut.

Une association de résidents s'est créée avec des propriétaires privés et des locataires du bailleur social, dans une grande mixité sociale et non un collectif de « bobos », comme certains ont pu l'écrire. Elle a récupéré, au Service des hypothèques de Chaumont, le dossier d'échange conclu à une époque entre la mairie et la Société immobilière du Clos Dormoy, et pris conseil auprès d'un avocat.

Au vu des documents, ce dernier a confirmé que, juridiquement, ce terrain devait rester un espace vert. Le collectif entend bien combattre jusqu'au bout ce projet insensé.



TOTAL VA CONSTRUIRE UNE USINE GÉANTE DE PLASTIQUE EN ARABIE SAOUDITE

À l'heure où 1,4 million d'oiseaux et 14 000 mammifères marins meurent chaque année après avoir mangé du plastique, TotalÉnergies n'a pas l'air décidé à mettre fin à cette pollution. L'énergéticien français s'est associé au plus gros groupe pétrolier mondial, Saudi Aramco, pour la construction d'un complexe pétrochimique géant à Al-Jubail, sur la côte est de l'Arabie saoudite, peut-on lire [sur Mediapart](#). Objectif de cette usine baptisée « *Amiral* », produire 1 million de tonnes de polyéthylène par an, cette matière plastique très commune qu'on retrouve dans de nombreux produits de la vie quotidienne, emballages, bouteilles, sacs plastiques, câbles, etc. Montant de l'investissement, 10 milliards d'euros. Le démarrage des activités sur site est prévu pour 2027. Au total, une tonne de plastique finit dans l'océan toutes les trois secondes. Mortalité des espèces, contamination de toute la chaîne alimentaire humaine... Ces molécules sont de véritables fléaux pour le vivant... <https://reporterre.net/>

FIN DES TICKETS DE CAISSE

Les associations de défense des consommateurs alertent sur le risque de privation des droits pour les consommateurs !

Les associations s'insurgent car elles souhaitent que les consommateurs soient, à chaque passage en caisse, interrogés sur leur souhait ou non

d'avoir un ticket de caisse. Le seul affichage numérique prévu n'est pas suffisant selon elles. Surtout, et c'est bien cela qui inquiète les associations, *« la suppression par défaut du ticket porte les germes d'une explosion des situations où le consommateur sera privé de la possibilité de faire valoir ses droits »*. Comment les acheteurs peuvent-ils prouver leurs achats s'ils n'ont pas de ticket ? Enfin, les associations rappellent que pour beaucoup de familles, les tickets de caisse permettent de gérer le budget familial avec plus de facilité.

L'objectif affiché (de prime abord du moins), était louable et compréhensif : **préserver le climat en limitant les déchets**. Or, les associations rappellent que ce décret est encore plus inacceptable. Pourquoi ? Car certains spécialistes évaluent que les émissions de gaz à effet de serre des tickets dématérialisés sont supérieurs à celles des tickets en papier. <https://indecosa.fr/fin-des-tickets-de-caisse/>

COMMENT LA FRANCE EST DEVENUE CHAMPIONNE DE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL

En 2022, le journal l'Humanité sortait les statistiques d'Eurostat (l'Insee de l'Union Européenne) sur la mortalité au travail. La France est largement en tête, avec une mortalité deux fois supérieure à la moyenne européenne. L'info n'a été que très peu reprise, et la plupart de nos grands médias, toujours prompts à dénoncer les « retards » de la France vis-à-vis de ses voisins, ne s'y sont pas intéressés.

La mort au travail et plus largement la souffrance au travail sont un véritable tabou médiatique. En moyenne, il y a deux accidents mortels par jour et chaque jour, 90 personnes subissent un accident grave qui leur laisse des séquelles à vie. Qui en parle, qui se demande comment nous en sommes arrivés là ? Quasiment personne. Et pour cause, se demander pourquoi on meurt et on souffre autant au travail en France, c'est mettre en accusation les trois derniers gouvernements, sarkozyste, socialiste et macroniste, qui ont détricoté le droit à la santé au travail.

C'est mettre en évidence la responsabilité du patronat dans ce triste record.

SCHIAPPA ET SES ASSOCIATIONS-BIDONS

Marlène Schiappa, lorsqu'elle était ministre déléguée à la Citoyenneté, a utilisé les 2,5 millions d'euros du Fonds Marianne créé pour lutter contre la radicalisation, suite à l'assassinat de Samuel Paty, de façon totalement opaque.

Sur les 17 associations qui ont bénéficié de subventions, quatre se partagent près d'1,3 million d'euros, soit plus de la moitié du fonds. Ainsi, l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation au service militaire (USEPPM), nichée en plein cœur du chic 1er arrondissement de Paris, a touché 335 000 € pour un compte Youtube avec 13 vidéos dont la majorité ne dépasse pas les 50 vues, et un compte Instagram avec seulement 138 abonnés.

Les deux administrateurs (Cyril Karunakaran et Mohamed Sifaoui) ont gagné la coquette somme de 120 000 € de salaires. L'association "Reconstruire le commun" lancée deux mois avant le fond Marianne (!), a perçu 330 000 € pour 57 vidéos publiées sur sa chaîne YouTube avec des contenus "à caractère politique" où plusieurs personnalités de gauche ont été attaquées et dénigrées pendant les campagnes présidentielle et législative.

La galaxie Schiappa est donc accusée d'avoir siphonné de l'argent public pour arroser des copains dans des structures bidons et faire campagne pour Macron. Une casserole de plus pour les membres du gouvernement !

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Jacqueline, Sylvie, Gérard, Robert, Jacques, Francis, Liliane, Jean, Christian, Josiane, Denise, James, Jacqueline, Bernard, Jean-Pierre, Jacky, Gérard, Marie, Nicole, Xavier, Michèle, Maurice, Alain, Marie-Claire, Mustafa, Michel, Chantal, Jacques, Jean-Pierre, Jean-Claude et Gillette, Gérard, Arlette, Marine, Patrice, Michel, Denis et Fanfan, François, Élise, Jean-François, Franck, Josette, Laurent, Jean-Pierre, Jean-Louis et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

CASSEROLE
n.f♦ dispositif sonore
portatif insurrectionnel.

**G LE MOT
DU JOUR**